

## **DECLARATION LIMINAIRE**

Monsieur le Président,

Vous nous convoquez aujourd'hui le 28 juin 2012 comme vous nous aviez convoqués le 25 juin 2012 pour le CHS, ou encore le 24 mai pour une CAPL !

Pourquoi choisir ces dates, alors que aviez connaissance des contraintes nationales des uns et des autres ? Au mois de mai, **FO DGFIP** était en congrès national, en juin, c'était au tour de la CFTC ...

Pendant ces mêmes périodes, des élus nationaux sont également convoqués en CAP Nationales, Comité Technique de Réseau...

Par contre, la semaine dernière aucune instance nationale ou départementale n'a eu lieu !

La raison ? Le congrès national de l'Union Snui Sud Trésor Solidaire ...

Le tapis rouge était-il de sortie ou nos responsables de la Direction Générale participaient-ils également à ce congrès ?

La question est posée ... Nous vous remercions de la transmettre à la Direction Générale !

Vous réunissez le Comité Technique Local une dernière fois avant les vacances d'été. Nous pourrions en profiter pour aborder le résultat des élections législatives et la non élection de Marine Le Pen et de Jean Luc Mélenchon à Hénin Beaumont, ou encore du nouveau Gouvernement.

Une fois n'est pas coutume, nous allons parler de politique. Certaines "centrales syndicales" ont appelé à voter pour le candidat élu lors des dernières élections présidentielles.

Le syndicat Force Ouvrière est, comme d'habitude diront certains, resté en dehors des prises de positions pour tel ou tel candidat, tel ou tel parti politique. Et encore une fois, nous avons bien fait !!!

Le Gouvernement vient, ces derniers jours, de confirmer la stabilité des effectifs dans la Fonction Publique, ces emplois continueront donc à être gérés à enveloppe fermée. Cela veut dire des créations d'emplois dans les ministères dits prioritaires, financées par des suppressions d'emplois dans les autres, et surtout dans les ministères financiers.

Les suppressions de postes à la DGFIP vont donc continuer voire même s'accroître !

Vous voyez maintenant où nous voulons en venir : Parler de politique oui, mais de politique syndicale !

Pour notre organisation, il faut impérativement accéder à nos légitimes revendications :

### **Arrêt immédiat des suppressions d'emplois**

Ces suppressions dogmatiques, basées sur une logique purement comptable de l'emploi public, sont insoutenables. Elles mettent en danger le Service Public et la République dans son ensemble. Nous refusons que les personnels deviennent une variable d'ajustement et nous revendiquons de vrais emplois publics.

### **Renforcer toutes les missions de la DGFIP**

Dans la période de crise systémique, les missions régaliennes de la DGFIP sont un des fondements de la cohésion sociale. Nous réclamons la mise en œuvre de tous les moyens nécessaires pour la maintenir. Force est de constater que c'est loin d'être le cas.

### **Améliorer rapidement et concrètement les conditions de travail**

Les suppressions d'emplois et la remise en cause des missions ont contribué à une dégradation continue des conditions de travail des agents. Nous condamnons le pilotage par indicateurs qui impose des impératifs de rentabilité parfaitement incompatibles avec la notion même de service public.

## Revaloriser les rémunérations

Tous les agents de la fonction publique subissent le gel de la valeur du point d'indice. Alors que l'inflation est en chiffre réel à 2 %, que les charges des ménages augmentent, nous subissons une baisse de notre pouvoir d'achat. Il est inconcevable que plus d'un million de fonctionnaires aient un traitement inférieur au SMIC et que certains soient plongés dans une précarité avérée. **FO DGFIP62** revendique, au niveau utile une revalorisation immédiate et significative du point d'indice.

A Force Ouvrière, en ne soutenant aucun parti politique ou candidat, en gardant notre indépendance, notre liberté, en restant un syndicat, un vrai, nous ne serons pas complice de la politique destructrice d'emploi.

D'autres n'auront pas la liberté de revendiquer, tenus qu'ils sont par leurs paroles et leurs consignes de votes.

Si les militants et adhérents FO revendiquent cette liberté et cette indépendance, c'est parce que leur militantisme premier n'est pas de soutenir une politique, un gouvernement ou un parti d'opposition, mais parce qu'ils considèrent que l'action prioritaire du syndicat est de défendre les salariés sur leur lieu de travail face à l'employeur.

**A Force Ouvrière, nous sommes fiers de cette liberté  
et de cette indépendance !**

### **Les élus F.O DGFIP62 :**

#### Titulaires

Laurence DIDAUX, Jacques REGNIER & Audrey JOLY

#### Suppléants

Stéphane THIRIAT, Justine KORKUT & Hervé DANNEELS

#### Expert

Hervé FALSCHOWSKI